

Directeur de la Publication :
Didier PATTE
Rédacteur en Chef:
Guillaume LENOIR
Secrétaire de Rédaction :
Franck LE DUN

Services Administratifs :
Emma DAVESNE
Le Gab. Les Bruyères
27 290 Écaquelon
☎ 02 32 42 65 57.
Fax : 02 32 57 58 66.

I.S.S.N. : 0243-5640
Commission Paritaire : 0107 G 81177

Décembre 2003

n° 269

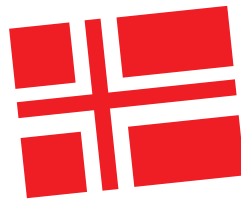
LE DOSSIER DU MOIS

PREGO : provoc ou coup monté ?

Pages 4 à 6



l'unité normande



Organe de Presse Mensuel du Mouvement Normand - E. mail : « Unite.Normande@wanadoo.fr »

2,30 €

L'ÉDITORIAL DE GUILLAUME LENOIR

Les décombres

Que les lecteurs veuillent bien me pardonner : c'est à cause de moi, s'ils vont recevoir ce numéro de décembre 2003 en toute fin d'année. J'ai attendu la réunion du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire, du 18 décembre avant de rédiger mon éditorial mensuel. Il me permet, entre autres, de broser un tableau de la situation politico-économique de la Normandie à la veille de la campagne pour les élections régionales de 2004.

UN WATERLOO POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE NORMAND

Reprenant l'appréciation générale du communiqué du Mouvement Normand, **je dirai que le C.I.A.D.T. condamne la Normandie à l'enclavement et au désespoir économique pour vingt ans.**

En résumé, je diviserai les mesures prises concernant la Normandie en trois groupes : les mesures positives, les mesures équivoques et les mesures négatives (car je considère que les mesures non prises sont en fait de véritables condamnations équivalentes à des décisions).

LES MESURES POSITIVES

Il y en a trois : le Gouvernement est favorable à l'implantation de **SPIRAL II sur les sites du GANIL**, à Caen. C'est de l'hébreu pour nombre de lecteurs, mais c'est intéressant. Disons que cela conforte Caen dans son rôle de pôle scientifique (ions lourds, recherche nucléaire). Cela étant, on n'annonce rien de précis quant au financement et Garrec affirme déjà que la mini-région devra mettre la main au gousset. Au passage, et bien que cela n'ait rien à voir avec le C.I.A.D.T., réjouissons-nous de l'annonce par Philipps de faire de Caen son centre de recherche technologique...

Le Gouvernement annonce qu'il soutient le **réseau de villes Normandie-Métropole** (Caen-Le Havre-Rouen) et qu'il aidera à la reconquête des friches portuaires. C'est peu, mais significatif : la DATAR opte pour un développement global de la Normandie qui passe, bien entendu, par la concertation entre les trois villes normandes.

Le Gouvernement privilégie le transport fluvial et, de ce fait, **recommande la réalisation de l'écluse de Port 2000 au Havre**. C'est dans la logique du grand chantier de Port 2000, qui, sans cela, eût été totalement tributaire d'une SNCF parfaitement incapable de drainer le fret des conteneurs des ports de la Basse-Seine.

LES MESURES ÉQUIVOQUES

Ce sont des mesures annoncées comme étant favorables à la Normandie mais qui, à bien y regarder, sont soit trop lointaines, soit incomplètes donc inopérantes, soit carrément hostiles aux intérêts normands. Il est incroyable de constater que la Presse normande n'ait pas le minimum d'esprit critique pour démontrer à l'opinion publique le caractère pernicieux ou fragmentaire de ces mesures annoncées à grands soins de trompe.

La Liaison Rapide Normandie Vallée de Seine... qui n'a de rapide que le nom puisqu'elle ne sera opérationnelle qu'en... 2025... est phasée en dépit du bon sens. Ou plutôt, on n'en traite qu'un aspect - pour 2012 - relevant d'abord des intérêts parisiens. En effet, c'est le tronçon **ELEONOR** (Liaison Saint-Lazare-Magenta-Roissy) qui sera fait en premier. Il s'agit d'atteindre Roissy sans rupture de charge en empruntant le tunnel EOLE - servant aussi au trafic parisien - et de relier l'aéroport Charles de Gaulle par une ligne directe à la nouvelle gare de Magenta. Chacun comprendra qu'il s'agit d'une amélioration des communications de la région parisienne qui, de toute manière, intérêts des Normands ou pas, eût été faite. Le "cadeau" à la Normandie est donc loin de satisfaire nos pressants besoins. Quels sont-ils ? C'est d'abord de pouvoir atteindre Paris-Saint-Lazare dans de bonnes conditions, c'est-à-dire pour plus de trente mille Normands, QUOTIDIENNEMENT, d'arriver à l'heure !

Actuellement, le tronçon Mantes-Paris est encombré par le trafic de la banlieue. Il le sera davantage lorsque le fret engendré par Port 2000 empruntera le même faisceau. La Normandie depuis trente ans s'éloigne de la Capitale (Lille est à 1 h de Paris, Nantes à 2 h, Marseille à 3h30). Notre priorité, c'était d'éviter la boucle de Villennes, d'augmenter les voies entre Mantes et Paris-Saint-Lazare ou Paris-La Défense : le choix arrêté - avec l'accord des Le Vern et Garrec - est une insulte aux travailleurs normands contraints, tous les jours, d'aller gagner leur vie dans la capitale. Il faudra attendre deux décennies pour que la Normandie soit désenclavée.

Autre mesure équivoque, c'est-à-dire qui devrait concerner la Normandie et l'intéresser : la réalisation du Barreau Sud. Cette liaison ferroviaire joint les deux gares TGV de Massy et Roissy. Elle devrait permettre une interconnexion totale des lignes TGV françaises. Mais comment la Normandie y sera-t-elle rattachée puisque, d'une part, Mantes-Paris est engorgée, et que, d'autre

Quand la presse nationale s'intéresse à la Normandie !

Lire en page 2

Lettre ouverte aux autorités normandes, françaises et européennes

Lire en page 15

Ce qu'il y a eu de positif et de négatif en Normandie ce mois-ci...

Lire en page 8

Les rubriques légumières du mois

Lire en page 11

... et votre supplément Élections Régionales Vol. III

Retrouvez l'Unité Normande chaque mois sur le site du Mouvement Normand : <http://www.mouvement-normand.com/>

Reproduction même partielle des textes et illustrations strictement interdite sans accord écrit préalable.

Suite en page 2

Impression & Dépot Légal : Association de l'Unité Normande

part, de Poissy à Massy, ce ne sont que des tronçons mal raccordés? À noter que cette liaison Poissy-Massy passant tout près d'Orly permettrait aux Normands d'atteindre le grand aéroport des lignes aériennes intérieures françaises...

Dernière mesure équivoque, sans doute la plus pernicieuse pour les ports de la Basse-Seine: le choix de la canalisation Seine-Nord. On dit - par basse flagornerie - que cela permet au trafic fluvial de la Seine de se raccorder au réseau des canaux européens. C'est vrai. Mais ce que l'on oublie de préciser, c'est que cela permet à Paris de "shunter" le trafic avec la Basse-Seine et de mettre Anvers et Rotterdam directement en relation avec la région-capitale. Depuis des décennies, les Normands ont réclamé la liaison fluviale Seine-Est pour permettre aux péniches de gagner le Centre de l'Europe. On n'en parle même plus!

LES MESURES NÉGATIVES

Je ne les appelle pas les non-mesures, car cela fait plusieurs CIADT où les intérêts normands sont négligés. Ce n'est plus un oubli mais une volonté délibérée de l'Etat Central de punir la Normandie (on se demande bien de quoi: d'avoir permis au Gouvernement provisoire de la République de se débarasser de l'A.M.G.O.T., en 1944, peut-être?).

Aucune délocalisation n'est prévue dans une ville normande (à l'inverse de Nantes, Toulouse, Marseille, Strasbourg ou Valenciennes).

Aucun TGV: la Normandie est rayée de la carte de France des TGV.

Aucune autoroute nouvelle n'est programmée, aucune route à deux fois deux voies n'est financée (autoroute Caen-Sées-RN31-RN12-RN154-RN174: que les lecteurs regardent une carte et ils comprendront que la Normandie, au XXI^e siècle, n'aura pas un RÉSEAU routier et autoroutier moderne desservant son territoire). Aucun contournement urbain n'est annoncé: les contournements Est et Ouest de Rouen devront être financés par les Normands eux-mêmes.

Quant au cabotage, seules les façades atlantique et méditerranéenne sont concernées, Cherbourg et Le Havre qui pourraient être des ports d'éclatement et pratiquer le "feederling" sont tout simplement oubliés.

Visiblement la Normandie n'est pas sur les rangs pour être au bord d'une autoroute de la Mer... alors que la Manche est la mer la plus fréquentée du globe!

Voilà le bilan normand du dernier C.I.A.D.T.: il est affligeant. Les prébendiers de la division normande, Le Vern et Garrec, peuvent être fiers de leur réussite! Ils ne comptent pas et sont directement responsables de ce dramatique fiasco.

L'ABSENCE DE PROJETS DES PARTIS DE GOUVERNEMENT

Devant ce naufrage, il est permis de s'interroger sur les bilans et perspectives des roitelets qui gouvernent actuellement les deux demi-régions normandes. Soyons clairs: Le Vern et Garrec sont d'abord les représentants des partis de gouvernement qui, depuis trente ans, se partagent la gestion du pays et, notamment, de la Normandie.

Ils donnent tous les deux dans l'autosatisfaction béate alors que le déclin général de la Normandie leur est directement imputable (et, avant eux, ceux qui les ont précédés peuvent aussi se sentir responsables). Les documents qui émanent de leurs officines, c'est-à-dire des services de deux Conseils régionaux placés sous leur gouvernance vigilante, parlent uniquement de "bilans", selon le postulat

éculé qu'il y a eu des réalisations durant leur mandature. C'est bien le moins! Ce que ces "bilans", par trop édifiants, cachent aux électeurs, c'est le grand marasme d'une Normandie, dans presque tous les secteurs, dépassée par les régions qui l'entourent. On affiche des "résultats", on n'en compare aucun. C'est, paraît-il, la loi du genre! Plus grave est cependant l'absence de projets des deux candidats à leur succession. Ni l'un, ni l'autre ne peuvent en avoir puisqu'ils n'ont pas une vision globale de la Normandie. Le Vern, finalement, réagit comme le candidat à un poste de Président de Conseil Général (Une région à deux départements peut-elle avoir une autre ambition?) et Garrec flatte le conservatisme rural de ses mandants, ravi sans doute d'une désindustrialisation de sa mini-région qui lui enlève un électorat potentiellement hostile.

Le Vern représente le P.S. Garrec l'U.M.P.: l'un et l'autre se satisfont de la division normande parce qu'elle leur conserve sièges et prébendes. Leurs oppositions respectives finalement, n'ont guère plus de crédibilité qu'eux-mêmes. En "Haute-Normandie, le groupe "Unis pour la Normandie" (U.M.P. majoritairement) développe un "Projet Régional pour la Normandie", aux intentions réunificatrices affichées, mais peu enthousiasmantes. Il faut beaucoup de temps à ces messieurs-dames pour faire avancer une solution à un problème posé depuis plus de trente ans et, de toute manière, Antoine Rufenacht n'échappe pas à la contradiction de l'existence d'un Garrec obtus en la matière...

En "Basse"-Normandie, les Socialistes se déconsidèrent: le sénateur Jean-Pierre Godefroy, favorable à la réunification, ayant indiscutablement un vrai projet régional, a été contraint de s'effacer devant les manœuvres de l'appareil du parti. Et les Socialistes, non content de s'être déjà ridiculisés avec cette affaire, refusent d'abandonner leur attitude hégémonique à gauche et repoussent ainsi le dynamisme du Radical de Gauche, Alain Tourret. Cette impuissance de la Gauche à se rassembler favorise Garrec qui n'en espérait pas tant.

Est-ce à dire que tout est joué d'avance et que le syndicat des sortants à vaincre sans péril va triompher sans gloire?

Dans leur propre camp, la dissidence gronde. Le Vern aura fort à faire avec une opposition de l'ultra-gauche (Lutte Ouvrière et Ligue Communiste Révolutionnaire) ravie de voir les Communistes se coucher dans le lit d'un PS finalement peu soucieux des intérêts de la classe ouvrière. Quant aux Verts, seront-ils avec Le Vern ou voudront-ils se compter ne serait-ce que pour montrer leur opposition à la perspective de la construction d'un nouveau réacteur nucléaire E.P.R. à Penly?

Garrec, lui, malgré une large distribution de médailles à ses partisans, ne fait pas l'unanimité chez les Elus de "Basse"-Normandie qui en ont assez de ses chantages à la subvention ("pratique maffieuse" dicit Hervé Morin), ni même chez les Gaullistes de l'UMP, qui se souviennent de ses attaches centristes passées. Surtout, de nombreux militants de l'UMP de "Basse"-Normandie craignent l'impasse d'un repli de la mini-région sur elle-même ou l'ahurissant ralliement à un Grand Ouest technocratique dont Rennes et Nantes seraient les seuls bénéficiaires...

Mais le prurit de la dissidence ne s'arrête pas aux humeurs de ceux qui regimbent devant la normalisation de leur propre camp.

LES REMISES EN CAUSE RADICALES DES PARTISANS DE LA VRAIE NORMANDIE

Hors de "l'arc constitutionnel", comme le disent les Italiens, il y a le **Front National** qui, sur le point de la réunification de la Normandie, n'a jamais varié.

Il en fait l'un de ses thèmes de campagne pour 2004 et la teneur des propos tenus lors de la conférence de presse tenue par Fernand Le Rachinel, à Honfleur, le 12 décembre dernier, ne laisse planer aucun doute là-dessus. Outre les points habituels de son programme (sur l'immigration, le fiscalisme, la mondialisation, la dilution européiste, etc...), le FN réclame un référendum rapide sur la réunification de la Normandie. Il entend faire flèche de tout bois contre les Garrec et Le Vern, dénonçant tour à tour, le gaspillage des structures en doublon, l'absence de projet régional, le refus du respect de l'identité normande. Pour le FN, l'effondrement de l'emploi industriel en Normandie est le fruit vénéneux des délocalisations vers les pays de l'Europe de l'Est, la crise de la pêche, la création d'un pavillon de complaisance français sont les conséquences du dirigisme bruxellois et d'une conception technocratique et antisociale de l'Europe communautaire. Un tel discours ne sera pas sans retentissement sur l'électorat populaire, d'autant plus que la remise en cause de la laïcité de l'Etat donne des arguments à tous ceux qui ont dénoncé ou dénoncent l'immigration-invasion.

Discours très fort aussi que celui d'Alain Tourret, du Parti Radical de Gauche, qui, militant confirmé de la réunification de la Normandie, plante ses banderilles sur la carcasse d'un Garrec réduit à ne même plus évoquer autre chose qu'un bilan très surfait. Alain Tourret va mener une campagne virulente contre Garrec et il rappelle avec délectation qu'à une élection législative passée, il a fait chuter le roitelet de l'Abbaye aux Dames. L'intérêt de la campagne d'Alain Tourret, Maire de Moulton, c'est qu'il va poser les bonnes questions et que son adversaire principal sera bien obligé de dévoiler sa vision d'une région rétrécie et mesquine. Le localisme ne craint rien plus que l'exposé de ses médiocres petitesse. L'exemple d'Alain Tourret a fait école: son collègue, Franck Martin, Maire PRG de Louviers, vient de contraindre Le Vern à admettre la perspective d'un recours au référendum sur la réunification. Garrec pourra-t-il indéfiniment mentir et prétendre malhonnêtement que les habitants des départements bas-normands sont satisfaits de croupir dans la médiocrité satisfaite d'une demi-région déséquilibrée, vieillissante, sans projet et sans devenir?

L'événement de cette fin d'année est bien évidemment le lancement de la campagne conjointe d'Hervé Morin et de Philippe Augier, sur le thème premier de la réunification de la Normandie, sur la mobilisation autour d'un projet global dynamique conduisant au réveil de la Normandie. La réunion de Beuvron en Auge du 14 décembre ne manquait pas d'allure et un bon millier de personnes était venu en ce dimanche de fin d'automne pour clamer leur foi en une Normandie jeune, régénérée, réconciliée avec elle-même, prête à affronter les défis de l'heure. Il y avait indubitablement de l'enthousiasme dans cette foule rassemblée et pleine d'idées pour la région normande.

Le Mouvement Normand a des amis dans chacune des listes qui vont s'affronter dans les premiers mois de 2004 et nous saurons faire le compte de tous les partisans de la réunification: qu'il nous soit permis, à l'heure où j'écris, de remercier les Elus qui, il y a déjà deux ou trois ans, sont parvenus à replacer le thème de l'unité normande dans la problématique électorale. La campagne des élections régionales de 2004 sera âpre. Elle aura au moins le mérite de placer la compétition sur le terrain du devenir de la Normandie. Certes, tout cela sera pollué par le sempiternel affrontement droite-gauche et la médiocrité des potentats locaux, mais les Normands pourront éliminer tous ceux qui veulent faire sortir la Normandie de l'histoire. Qu'ils ne s'en privent pas!

QUAND LA GRANDE PRESSE NATIONALE S'INTÉRESSE À LA NORMANDIE

Les enquêtes de l'Express et du Nouvel Observateur

Coup sur coup, ces deux hebdomadaires ont tourné leurs projecteurs sur la Normandie. *L'Express* a enquêté : où vit-on le mieux ? À Caen, Le Havre, Rouen ? La problématique de la comparaison recherchée se trouve dans le sous-titre : « **La Normandie compte trois grandes métropoles, mais aucune n'a la dimension européenne. D'où l'idée de les faire coopérer, selon le vieux principe : l'union fait la force. Cela apparaît mal parti** ». Le constat établi par les enquêteurs est consternant. Chacune des villes dispose d'atouts. Et, avec un sens de l'équité, peut-être un peu commercial, les deux journalistes, Michel Feltn et Pierre Fulga, placent les trois villes normandes à un niveau équivalent d'attractivité. Tout dépend de ce que les lecteurs recherchent : Caen pour l'environnement, Le Havre pour la mer, Rouen pour la puissance économique... etc. Ce qui manque pour la mise en synergie du réseau **Normandie Métropole**, c'est la volonté politique. L'interview des trois maires est, décevante chez Rufenacht, impuissante chez Albertini, affligeante chez Brigitte Le Brethon. Et la conclusion des auteurs de l'enquête apparaît évidente : le gâchis normand continue. La raison inciterait à l'unité. La réalité l'a rend hypothétique. C'est une condamnation sans appel de la classe politique. Pour nous, ce n'est pas une nouveauté. L'intérêt de cette enquête réside dans le fait que c'est un regard extérieur qui formule la condamnation et le regret de ne pas voir les trois villes normandes travailler ensemble.

Les phrases leitmotivs des trois maires sont significatives du manque d'enthousiasme de ces trois notables.



• **Pierre Albertini** : « *Elle est ce qu'elle est, je suis ce que je suis* ».



• **Brigitte Le Brethon** : « *Caen est plus attirée par Rennes que par Rouen et Le Havre* ».



• **Antoine Rufenacht** : « *Je me méfie des ménages à trois* ».

Cela ne vole pas très haut !

SUPLÉMENT RÉGIONAL DU NOUVEL OBSERVATEUR

Très différent est le supplément régional du *Nouvel observateur* (n° 2037 – 20 novembre 2003), dont le titre est sans ambiguïté : « **Normandie, les vrais enjeux d'une réunification** ».

C'est une enquête essentiellement politique presque politicienne – cela étant dit sans aucune intention péjorative – puisque les journalistes n'ont interrogé que des responsables politiques. Factuellement, l'hebdomadaire a montré par des chiffres tirés des statistiques le poids respectif des deux demi-régions. Les ténors ont été interrogés : leur discours est sans surprise. Ils ont répété aux journalistes parisiens les antiennes dont nous faisons la relation dans nos colonnes depuis plus de trente ans. L'impression générale qu'on en retire est, là encore, consternante. Pas de projets, peu d'ambition autre que personnelle, aucune vision globale du devenir normand : la gent politique montre sa vacuité, ses misérables petits calculs. C'est tellement évident, que les auteurs de l'enquête ont bien senti une distorsion grave entre le monde politique et la population. Cela se ressent dans l'éditorial de Laurent Joffrin et le papier d'humeur de Jérôme Garcin.

Ce que dit Laurent Joffrin est accablant : « (...) si la Normandie était réunifiée, elle économiserait au passage ses services administratifs qui se dédoublent depuis trente ans pour rien et qui finissent par coûter cher à force d'inutilité. Indice de cette évidente logique : les partisans de l'unité font campagne, mais les adversaires n'osent même

plus argumenter sérieusement. Ils comptent seulement sur la force d'inertie des structures politiques pour ensabler le projet. Au fond, le seul frein à la réunification procède de l'esprit de clocher de ces quelques seigneurs locaux qui craignent pour leur fauteuil et pour l'équilibre partisan dans les deux sous régions. Cela suffira-t-il à empêcher la réunification ? On peut le craindre. Mais dans ce cas, la Normandie serait le laboratoire de la non-réforme française ». C'est tout à fait la position du Mouvement Normand.

Jérôme Garcin, parce qu'il possède une résidence secondaire en Pays d'Auge où il s'adonne à sa passion du cheval, traverse la Normandie au galop : « **quant à la ligne de démarcation qui prétend séparer la Haute et la Basse-Normandie, si elle est prise avec le plus grand sérieux par l'administration française, elle fait rire tous les fous d'équitation (...)**. Après Flaubert, à la fois haut et bas Normand, puisqu'il naquit à Rouen, aima sur la plage de Trouville et travailla à Croisset, le cheval plaide, mieux que les politiques, pour la réunification (...) et quand, depuis le centre hippique du Brevédent je pars en forêt sur le dos d'Eaubac, mon trotteur français âgé de douze ans, j'emprunte un sentier qui se trouve dans le Calvados, Basse-Normandie, et débouche trois kilomètres plus loin, dans un champ de l'Eure, Haute-Normandie. Eaubac et moi avons passé la frontière sans nous en rendre compte. La vérité est qu'elle n'existe

pas ».

Qu'en pensent MM. Garrec et Le Vern ?

Guillaume Lenoir



| Classement de | Rouen | Caen | Le Havre |
|------------------------|------------|------------|------------|
| Environnement | 2e | 1e | 3e |
| Météo | 3e | 2e | 1e |
| Offre de soins | 2e | 1e | 3e |
| Petite enfance | 1e | 2e | 3e |
| Prix de l'immobilier | 1e | 3e | 2e |
| Commerce | 2e | 1e | 3e |
| Culture | 1e | 2e | 3e |
| Éducation | 1e ex æquo | 1e ex æquo | 3e |
| Dynamisme économique | 2e | 1e | 3e |
| Puissance économique | 1e | 2e | 3e |
| Sports | 3e | 1e | 2e |
| Richesse des habitants | 2e | 1e | 3e |
| Sécurité | 1e | 2e ex æquo | 2e ex æquo |
| Solidarité | 3e | 2e | 1e |
| Tourisme | 1e | 2e | 3e |
| Transports urbains | 2e ex æquo | 1e | 2e ex æquo |

Indice de cette évidente logique : les partisans de l'unité font campagne, mais les adversaires n'osent même plus argumenter sérieusement. Ils comptent seulement sur la force d'inertie des structures politiques pour ensabler le projet.

Provocation ou coup monté

La presse de la partie occidentale de la Normandie a été abreuvée de communiqués annonçant la création de **PREGO** (Pour une Grande Région Européenne Grand Ouest). Nous avons pu nous procurer « **L'argumentaire** » de cette association de circonstance présidée, paraît-il, par un ancien Préfet de la Sarthe (Claude Bodin). Dans un souci d'information, nous publions ce manifeste (lire en page 6), à propos duquel notre ami Rémi Ouenne a envoyé une réponse argumentée que, jusqu'à ce jour, nous n'avons pas lu dans la presse locale (pourquoi?) Prego est une officine émanant des milieux rennais – au plan politique – et nantais – au plan portuaire. Nous ne parlerons pas d'intérêts bretons, car nous doutons fortement que les milieux régionalistes bretons se sentent concernés par ce grand fourre-tout technocratique et... départementaliste, bref un avatar du jacobinisme, très en vogue dans certains milieux préfectoraux. Nul doute que les inspireurs de ce « **machin** » ne soient les Garrec, Le Brethon et autres Thoury. C'est un contre-feu. Mais quel aveu ; Rennes capitale du grand fourre-tout. N'est-ce point le désir secret de Brigitte Le Brethon ? de Garrec ?

Nous publions ce texte, que tous les Normands devraient connaître. Jamais ils n'ont été autant insultés et niés. C'est trop gros : que savent ces marionnettes du sentiment d'appartenance normand des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ? Ils ne les connaissent pas, ces départements aussi normands que peuvent l'être l'Orne, le Calvados et la Manche et ils tombent vite dans la caricature.

Le seul argument de PREGO, est celui de la grande taille... Nous avons toujours dit que la « taille européenne » était une fadaise. Et si nous parlions cohérence, complémentarité, héritage ?

La principale motivation de PREGO est de conforter ces prébendiers de la division normande, mais cela va au-delà : Les intérêts portuaires nantais ne se remettent pas de l'opération Port 2000 et du choix du Havre comme porte ouest de l'Europe. Ils sont donc prêts à tout pour torpiller le développement de l'estuaire et de la baie de Seine, qui concerne, bien évidemment, les deux actuelles mini régions normandes.

Ce n'est pas très joli de servir la soupe à des prébendiers et à des faiseurs de coup tordus : méprisons, mais n'oublions pas. Il faut bien connaître ses adversaires pour mieux les combattre impitoyablement.

Didier Patte

Lettre ouverte à la Renaissance du Bessin à propos de PREGO, par Rémi Ouenne

Pour souhaiter l'intégration de la basse Normandie dans ce Grand-Ouest, il faut donc : soit être fort mal documenté, soit être Breton implanté en Normandie, comme le sont les deux Présidents des Conseils régionaux, et ne voir, bien sûr que l'intérêt de leur province d'origine.

En réponse à l'article favorable à l'intégration de la basse Normandie dans un hypothétique "Grand-Ouest", je souhaite apporter une tout autre vision sur le projet défendu par Prego.

Le seul avantage que présente cette formule serait de nous associer à un ensemble dynamique qui ferait plus de huit millions d'habitants, mais qui couperait la Normandie de sa vocation, plus que millénaire, maritime. Nous n'aurions donc pas grand-chose à espérer d'un tel assemblage pour les raisons que je vais exposer ci-après.

Stratégiquement, il est toujours très risqué - pour ne pas dire suicidaire - de se présenter en position marquée d'infériorité dans l'élaboration d'un ensemble hétéroclite. Parlons simplement chiffres. La Bretagne et les Pays de la Loire représentent chacun plus de trois millions d'habitants, alors que nous n'en possédons même pas un million quatre cents mille.

Socialement, il est toujours très délicat, voire pas raisonnable du tout, de bâtir un ensemble que l'on voudrait solide, sur des racines disparates. Viendrait-il à un architecte sérieux, l'idée de construire un grand immeuble sur des assises composées de fondations hétérogènes, de profondeurs, de structures, de matériaux et d'âges différents ?

Sur un plan humain, les Normands sont avant tout des gens de réflexion, pondérés dans leurs pensées, dans leurs jugements et leurs réactions, croyant encore aux vertus du dialogue. Le célèbre "**Peut-être bien que oui, peut-**

être bien que non", souvent mal interprété en dehors, n'est-il pas là pour le prouver ? Mais ils sont malheureusement trop individualistes. Qu'auraient-ils à espérer de tractations menées avec des voisins souvent excessifs, entêtés, au point de croire qu'ils ont toujours raison mais qui sont, par ailleurs, de remarquables chasseurs en meute, ainsi que de redoutables "**tireurs de couvertures**". À leur unique profit, bien entendu, comme je le démontrerais tout à l'heure ?

Historiquement, nous n'avons qu'assez peu de points communs avec les Pays de la Loire et pratiquement aucun avec la Bretagne. N'y aurait-il pas une raison latente ?

Les Normands ne conçoivent la décentralisation qu'obligatoirement dans le cadre de la République Française. Sommes-nous certains que, sur ce point capital, nos voisins d'outre-Couesnon n'ont pas une approche toute différente de la nôtre ? Nous aurions bonne mine, embarqués dans ce *Grand-Ouest*, si les extrémistes bretons, plus nombreux et influents qu'on ne le croit généralement, parvenaient à faire prendre le "**grand large**" à la Bretagne ! Où irions-nous nous raccrocher ?

Sur le plan patrimonial, il n'y a aucune commune mesure entre le génie créateur normand et les talents de publicistes et de copieurs de nos voisins de l'Ouest. Parlez moi de Guillaume le Conquérant, de la reine Mathilde, de Malherbe, de Corneille, Fontenelle, Tocqueville, l'Abbé de Saint-Pierre, Maupassant, Flaubert, Maurois, Alain, La Varende, Barbey d'Aurévilly, A. Allais, A. Salacrou, de Géricault, Millet, Poussin, Monnet, Boudin, du style roman nor-

... ? L'opération PREGO pue !

mand, des cathédrales gothiques de Sées, Rouen, Bayeux, Coutances, Evreux, de la merveille normande qu'est le Mont Saint-Michel, de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, de Satie, Auber, Boieldieu, de Cavelier de la Salle, Desgenettes, Leverrier. J'en oublie forcément et je vous prie de m'en excuser. Nous pourrions même parler, et pourquoi pas, des camemberts A.O.C., Livarot, Cœur de Neufchâtel, Pont-l'Évêque, Pavés d'Auge, Coutançais, du beurre d'Isigny, de la coquille Saint-Jacques, des bulots, etc... À chacun son patrimoine. Les Normands apprécient le leur et ne convoitent pas - eux - celui des autres!

Sur un plan géographique, je ne vois pas très bien ce que Mortagne-au-Perche aurait à voir avec Saint-Brieuc, pas plus que Cherbourg avec Nantes ou Honfleur avec Landerneau.

Sur le plan économique comment expliquer sérieusement que Nantes deviendrait soudain un port intéressant pour la "basse"-Normandie, alors que nous avons Le Havre à portée de vue ?

Depuis le découpage stupide en deux moitiés de Normandie, les régions voisines ne se sont pas privées de dépecer leurs petites voisines normandes, en leur ôtant la moitié des centres de décisions régionaux et un bon nombre de grands services, ce qui s'est lourdement ressenti sur l'emploi. Je citerai au hasard: les services du Trésor rattachés à Rennes, la redevance de l'Audiovisuel qui se fait à Rennes, la Poste qui dépend de Rennes et de Lille, les Commissariats aux Ventes qui dépendent de Rennes, la gestion des personnels de police qui dépend de Rennes, l'Agence pour l'Emploi des Cadres établie à Rennes, le siège du Crédit Maritime de "basse"-Normandie qui a quitté Ouistreham pour Saint-Brieuc, les appels des Tribunaux Administratifs qui se font à Nantes ou à Douai, l'Agence de Surveillance des Eaux de la Manche qui devait s'installer logiquement à Cherbourg et qui s'est implantée à... Nantes, la presse écrite normande passée en quasi totalité dans les mains des Bretons d'Ouest-France, les écoles d'avocats de Caen et de Rouen qui disparaissent au profit de celles de Rennes et de Lille, le projet de télévision numérique qui veut rattacher la "basse"-Normandie à Rennes et la "haute"-Normandie à Lille, avec déménagement des archives dans les mêmes villes, l'entreprise normande Moulinex rachetée par SEB, qui a fermé les cinq usines normandes pour ne conserver que les trois sites des Pays de la Loire... etc.

Par contre, aucun mouvement, aucune délocalisation ne s'est fait en sens inverse, depuis les régions voisines vers les deux moitiés de Normandie, si ce n'est la centrale nucléaire prévue dans le Finistère, mais dont les Bretons ne voulaient à aucun prix et qui a donc été implantée à Flamanville, les déchets pétroliers d'un naufrage sur les côtes bretonnes qui ont été déposés discrètement dans le marais Vernier entre Le Havre et le Pont de Tancarville, ou encore les excédents fort encombrants de lisier breton déposés délicatement dans le sud du département de la Manche. Nous pourrions également parler du naufrage du chimiquier Lévoli Sun dans la fosse des Casquets...

La Normandie sert véritablement de dépotoir pour le *Grand-Ouest* et personne ne peut ignorer

qu'actuellement l'administration est en train de tenter d'implanter en "basse"-Normandie le plus grand dépôt d'Europe de Farines animales. Pouvez-vous m'indiquer au profit principal de quels élevages industriels ?

Il faut être clair, dans un ensemble, tel que le *Grand-Ouest*, la "basse"-Normandie ne serait au mieux que le petit wagon qui ballote en queue de train; petit wagon déséparé servant de dépotoir ou au mieux de libre-service et de faire-valoir à nos voisins. La Normandie et les Normands ont les moyens de prétendre à beaucoup mieux!

Pour conclure sur les côtés très négatifs de ce *Grand-Ouest*, je citerai un exemple vécu que je connais particulièrement bien. Il s'agit du sort réservé aux Armées depuis le découpage de la Normandie en deux moitiés, la "basse" étant rattachée à Rennes et la "haute" à Lille. Il s'agit donc là d'une préfiguration - en vraie grandeur - de ce qui nous attendrait dans cet hypothétique *Grand-Ouest*.

Les unités et grands services existant en Normandie dans les années cinquante étaient fort nombreux et très appréciés, en particulier, par les commerçants dans les villes de garnison. En outre, ces organismes employaient un nombre important de techniciens et d'ouvriers spécialisés d'État. Je vais vous énumérer les villes, ainsi que les unités et services, qui y étaient implantés. Cherbourg avait une forte garnison de la Marine Nationale, un Régiment d'Artillerie et un Hôpital des Armées. Saint-Lô possédait un Régiment de Transport du Train, ainsi qu'une Compagnie de Circulation Routière. A Granville résidait un Bataillon d'Infanterie de Marine, Bretteville sur Odon hébergeait un Régiment d'Artillerie, remplacé par l'École des PFAT, puis par l'École NBC. Caen avait une Division Militaire, une Direction des Travaux du Génie qui couvrait les cinq départements normands, plus la Sarthe et la Mayenne, un Arrondissement des Travaux du Génie et un Etablissement des Subsistances. On trouvait à Mondeville un magasin de Produits pharmaceutiques d'importance nationale, à Cormelles le Royal on trouvait un Etablissement Régional du Matériel, à Mézidon il y avait un très important dépôt de munitions. À Falaise se trouvait une petite unité. À Alençon il y avait un Centre Mobilisateur et un Centre de Formation Professionnelle pour les appelés d'Outre-Mer. Au Havre se trouvait un Régiment d'Infanterie. A Rouen, il y avait un Régiment d'Infanterie, à Oissel on trouvait un Régiment du Génie, à Vernon il y avait un Régiment du Train et à Evreux une très grosse Base Aérienne, à Dieppe se trouvait l'École des PFAT.

Dans les Pays de la Loire et en Bretagne, il y

avait alors, en gros, le même nombre de villes de garnisons qu'en Normandie.

Regardons la situation aujourd'hui. Pour la Normandie, ma réponse sera hélas très brève, puisqu'il reste en tout et pour tout, un Régiment de Transmissions en cours de formation à Bretteville sur Odon, l'École des Fourriers qui vient d'être créée à Cherbourg et la Base Aérienne d'Evreux bien amoindrie, point final.

Certains vont me rétorquer que tout cela est dû à la professionnalisation des Armées ou à des questions de stratégie militaire. Là encore, mes réponses seront nettes et sans ambiguïté. Mis à part l'ENBC qui été transféré dans les Alpes lors de la professionnalisation pour être remplacée par le Régiment de Transmission, la création toute récente

de l'École des Fourriers au lieu et place de l'Hôpital des Armées, ainsi que la suppression du Régiment de Génie à Oissel, les vingt autres grands organismes militaires ont été supprimés ou délocalisés bien avant qu'il ne soit seulement question de professionnalisation. Cela s'est fait progressivement, insidieusement, au cours de quatre décennies. Quant à la stratégie, on peut la résumer par la vieille formule normande: "**au plus fort la pouque**". Évidemment, à ce petit jeu là, où les double-six se trouvaient à Rennes et à Lille, nous étions loin d'être les plus forts. Concernant nos voisins de l'Ouest et du Sud,

je vous rassure tout de suite, ils ont, à peu de choses près, conservé leurs villes de garnison. Il n'aurait plus manqué que cela!

Pour souhaiter l'intégration de la basse Normandie dans ce *Grand-Ouest*, il faut donc: soit être fort mal documenté, soit être Breton implanté en Normandie, comme le sont les deux Présidents des Conseils régionaux, et ne voir, bien sûr que l'intérêt de leur province d'origine. C'est un réflexe humain, mais nous Normands voyons avant tout l'intérêt de la Normandie. Navré pour le Prégoo!!

Alors, si cet exemple ne vous a pas convaincus, "**associons-nous**" avec ce *Grand-Ouest*. Nous pourrions alors jurer très rapidement, mais toutefois beaucoup trop tard, qu'on ne nous y prendrait plus!

Mais me direz-vous, on reste à ne rien faire? Bien sûr que non! Il existe une seule formule efficace et solide, c'est la Normandie réunifiée autour de l'axe porteur de la Seine et de la Baie de Seine, résolument tournée vers la mer, avec comme capitale: Normandie Métropole reposant sur Caen, Le Havre et Rouen. Tout le reste n'est que trompe-l'oeil et bavardages naïfs ou stériles!

DERNIÈRE MINUTE...

Nous apprenons qu'en réponse, sans doute, à l'initiative PREGO, des Élus et des militants proches de l'UMP, viennent de constituer une Union pour la Région Normande. La finalité de cette URN, dont le siège serait à Caen et qui recruterait essentiellement dans la partie occidentale de la Normandie, serait de regrouper tous les partisans de la majorité présidentielle favorables à l'idée de réunification de la Normandie. Des milieux, pourtant proches de l'Abbaye aux Dames, encourageraient cette initiative, inquiets de l'impopularité d'une évenetuelle dépendance de Caen à l'égard de Rennes dans le cadre du Grand Ouest.

Peut-être que tous ces braves gens finiront par découvrir que, depuis trente-trois ans, il existe un Mouvement Normand...

EXPOSÉ DES MOTIFS QUI PRÉSIDENT À LA CRÉATION DE L'ASSOCIATION PREGO

Pour une grande région européenne Grand Ouest

Depuis plusieurs mois, quelques élus locaux et le Mouvement Normand continuent à rêver de manière plus audible d'une possible réunification normande et pensent que ce rêve « dépassé » par l'amplitude de l'évolution européenne peut devenir réalité.

Comme si la Normandie d'aujourd'hui était encore celle de Guillaume alors que la Monarchie et ses avatars impériaux, puis ses successeurs républicains ont défait cette Normandie en la réduisant au fil des siècles à une réserve « d'Indiens » pour une Ile de France dévoreuse d'hommes et de cerveaux ! Divisée en deux petites régions, la Haute-Normandie et la Basse-Normandie, la Normandie n'existe plus vraiment.

La première, la Haute-Normandie, est largement liée à la région parisienne par la vallée de la Seine, véritable couloir économique et maritime de l'Ile de France, très dépendante de cette dernière, prolongement de celle-ci. La Haute-Normandie n'a plus grand-chose à voir avec la Normandie Historique dont les repères ont été balayés par le centralisme parisien. La seconde, la Basse-Normandie a beaucoup plus d'intérêts et de proximité géographique, culturelle, sociale, économique avec la Bretagne et les Pays de Loire ; un récent sondage en souligne la réalité.

La réalité d'aujourd'hui, c'est aussi d'évoluer rapidement vers la constitution d'une véritable région à dimension et à vocation européennes, ayant du poids tant sur le plan intérieur français que sur celui des grandes régions européennes. De toute évidence, ce n'est certainement pas la Normandie réunifiée captive d'une Ile de France impériale et impérieuse qui peut tenir ce rôle ; c'est la région du Grand Ouest regroupant les trois régions actuelles de Bretagne, de Basse-Normandie et des Pays de Loire, harmonieusement cohérente sur le plan géographique : la Bretagne bordée sur toute sa périphérie orientale par les départements des deux autres régions autour d'une capitale naturelle centrale, Rennes, une région ouverte sur l'ensemble du territoire national par ses grandes villes-portes, Nantes, Angers, Laval, Alençon, Le Mans, Caen et sur la façade maritime par de nombreux ports, de Caen, Cherbourg au Nord jusqu'aux Sables d'Olonne au Sud.

Dans cette construction, on est dans une autre dimension que celle de la Normandie dite historique.

Face à l'Ile de France d'une part et aux régions Nord-Pas de Calais et Picardie d'autre part, le Calvados et la Sarthe (avec Le Mans) deviennent les portes du Grand Ouest vers l'Ile de France, passage naturel des flux entre les quatre régions Ile de France, Grand Ouest, Nord-Pas de Calais et Picardie. Pour illustrer notre propos, quelques chiffres révélateurs et significatifs sont utiles à connaître pour comprendre notre démarche :

La Normandie réunifiée (Haute et Basse-Normandie) s'étendrait sur une superficie de

30 074 km² soit 5,4 % du territoire national, le Grand Ouest sur une superficie de 77 651 km², soit 14,1 % du territoire national (Bretagne + Pays de Loire + Basse-Normandie).

En termes de population, la Normandie réunifiée aligne 3 214 000 habitants, soit 5,4 % de la population en France, le Grand Ouest 7 589 000 habitants, soit 12,9 % de cette même population.

En ce qui concerne le PIB (Produit Intérieur Brut), la Normandie réunifiée pèse 5 % du PIB au niveau national, le Grand Ouest, 11 % du même PIB.

Sur l'ensemble des 22 régions métropolitaines, à l'exception de la superficie qui placerait en première position la région du Grand Ouest si celle-ci existait, cette dernière arrive en deuxième position derrière l'Ile de France en termes de PIB (28,6 % du PIB au niveau national pour l'Ile de France !) et de population. Les chiffres communiqués par l'INSEE figurent dans une publication de l'INSEE « La France et ses Régions » 2002-2003. Bien d'autres chiffres intéressants s'y trouvent, chiffres qui viennent conforter l'objectif que nous souhaitons atteindre.

Doit-on craindre, comme certains, que nos cultures de « pays » auxquelles nous sommes tous très attachés risquent de se perdre dans une entité régionale comme Grand Ouest ? C'est plutôt l'inverse : les régions relayées en partie par les départements sont les protectrices naturelles des particularismes des différentes composantes culturelles de la région à travers leurs politiques culturelles, touristiques, patrimoniales (défense et restauration du patrimoine, archéologie, etc.), environnementales, linguistiques (conservatoires de patois et de dialectes). Jamais la devise européenne ne s'applique aussi justement que dans la réalité régionale : Unis dans la diversité. Nous estimons que notre ambition de Bas Normands doit être la réalisation de la région Grand Ouest, seule capable de nous apporter à tous, toutes les conditions d'un développement dynamique et harmonieux au sein de la République et de l'Union Européenne.

L'objectif que nous visons n'est pas politique. Pour nous, il ne peut être question d'en faire un enjeu politique pour les différentes formations politiques qui s'affrontent très légitimement dans le cadre des règles de la République et de la Démocratie.

Nous sommes convaincus que notre démarche est transversale à tout l'éventail des partis politiques démocrates de nos régions. C'est pourquoi notre démarche est l'expression de la conviction d'hommes et de femmes venant d'horizons politiques différents et s'adressent ainsi à tous ceux et à toutes celles, quelle que soit la formation politique attachée aux valeurs républicaines à laquelle ils appartiennent, qui adhèrent à l'idée qu'elle porte.

Notre action s'inscrit aussi dans le cadre de

nos convictions européennes. Si nous voulons peser un certain poids dans le grand concert économique et politique européen, nous devons atteindre une taille critique : le Grand Ouest est loin de peser le poids de Landër tels que la Bavière (plus de 12 millions d'habitants et 18 % du PIB allemand) ou le Bade-Wurtemberg (près de 11 millions d'habitants avec plus de 15 % du PIB allemand).

Notre région Grand Ouest, avec 7,6 millions d'habitants et un PIB de 12 % serait une région moyenne, tout à fait comparable à la Basse-Saxe allemande (7,8 millions d'habitants et un PIB de 9 %). Les comparaisons entre PIB français et allemand, au niveau des régions des deux pays sont naturellement très relatives puisqu'il faudrait pouvoir comparer les PIB nationaux des deux pays.

Nous sommes persuadés que, pour les raisons citées ci-dessus, en particulier la nécessité d'atteindre une taille critique pour « compter », les 250 régions européennes très diverses par leurs dimensions respectives pour des causes souvent historiques, seront amenées à se regrouper en ensembles cohérents pour plus d'efficacité en termes d'intelligence économique, d'intelligence sociale, d'intelligence culturelle.

Pour en revenir à la Normandie, nous pensons que la Haute-Normandie a plutôt intérêt à rejoindre le Grand Ouest : Pourquoi disons-nous cela ? Appuyée parce qu'intégrée sur l'ensemble du Grand Ouest devenu un interlocuteur de poids et de ce fait, respecté face à l'Ile de France, le dialogue entre les deux grandes régions est alors possible et ne pourrait que préserver les intérêts vitaux de la Normandie, Basse et Haute, permettre le développement d'actions dynamiques et équilibrées entre ces grandes régions que constituent actuellement ou potentiellement l'Ile de France, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et le Grand Ouest. Ce dernier, en comprenant la Haute-Normandie, ajouterait 3 % à son PIB le portant ainsi à 15 % du PIB national. De même, la population du Grand Ouest passant pour la même raison, à 9,5 millions d'habitants n'aurait pas grand-chose à envier aux 10,5 millions d'habitants d'Ile de France entassés sur 2,2 % du territoire national alors que le Grand Ouest hors Haute-Normandie, occupe déjà plus de 14 % du territoire national (près de 78 000 km²) et avec la Haute-Normandie alignerait une superficie de 90 000 km² soit plus de 16 % du territoire national.

Bref, pour conclure sur le sujet de la Normandie, celle-ci réunifiée, rêvée par quelques élus normands, n'a pas à elle seule, la taille critique de ses ambitions : elle est aujourd'hui, malgré le travail des Conseils régionaux concernés, toutes formations politiques participantes étant également considérées, une sorte de satellite réservoir ; elle ne peut que le rester dans une confrontation inégale qui met en présence une petite région même réunifiée au PIB de moins de 6 % et une région poids lourd, l'Ile de France au PIB de plus de 28 %.

DÉBATS, POLÉMIQUES & CONTROVERSES

La décentralisation = grand nettoyage ?

Un château pour peut-être un euro symbolique et personne n'en voudrait ? L'Etat n'en veut plus, l'Orne ne souhaite pas le recevoir et Garrec refuse le cadeau au nom de (sa) Normandie.

Je vous parle du Château de Carrouges, magnifique bâtisse vieille de 800 ans, entourée de douves, mais à la toiture en mauvais état. La décentralisation arrivant, les ministères sont bien intentionnés de se débarrasser du patrimoine national onéreux. Entendre par là, le patrimoine régional, voire patrimoine départemental ou patrimoine communal. La réfection de la toiture de Carrouges coûterait de 4 à 6 millions d'euros, est-ce là une raison suffisante pour vouloir se débarrasser d'un château normand ? Oui, car l'Etat, ayant acquis le château en 1936, n'a pas su, à ce jour, amortir son investissement.

La Normandie est décidément bien encombrante, elle ne favorise pas le profit ! Est-ce pour cela que l'Etat investit si peu chez nous ?

Pourquoi l'Etat ne se sépare-t-il pas du Château de Versailles, dont l'aménagement coûtera plusieurs mil-

liards d'euros aux Français, donc aussi aux Normands ? Tout simplement parce que l'investissement sera rentabilisé sur du long terme et que Monsieur Raffarin souhaite continuer à recevoir dignement les invités de la France. Si je comprends bien l'astuce raffarine, ce qui coûte trop cher retournera à la région et ce qui rapporte restera la propriété de l'Etat. Il est à parier que la liste normande des biens nationaux en péril à céder aux communautés sera longue...

Dans le prolongement de cette réflexion, pourquoi ne pas demander à Monsieur Raffarin de céder les deux régions normandes au Normands pour un euro symbolique, elles ne rapportent pas, elles sont source de discordes et puis l'Etat ferait l'économie du referendum normand que nous réclamons.

Monsieur Raffarin si vous cherchez reprenneur aux deux régions normandes, sachez que les Normands et la Normandie sont preneurs !

Michel H.A. Patin

LE DIRECTEUR DE CABINET DU MAIRE DE SAINT-LÔ RÉPOND À PHILIPPE CLERIS *

"L'association Saint-Lô retrouvé accomplit un beau et excellent travail"

Cher Monsieur,

Je peux vous assurer que Monsieur le Maire a lu votre lettre attentivement. Il me charge, avec retard, de vous transmettre sa réponse.

L'association Saint-Lô retrouvé accomplit un beau et excellent travail. Elle dresse bien ce pont entre le passé et le présent, faire mémoire et bâtir notre avenir

Merci pour votre courrier. Vous cherchez à donner du sens à notre vie qui est bousculée par un monde en mouvement, en crise, en recherche d'identité. Monsieur

Digard est un homme de conviction qui partage vos préoccupations. Il s'évertue, avec les moyens qui sont ceux d'une ville moyenne, à redonner une "âme" à Saint-Lô. Il aime sa ville passionnément. Il témoigne d'un esprit qui donne des couleurs au mot politique. Une politique qu'il traduit, très sincèrement, en acte.

Je peux vous assurer que nous comprenons bien la teneur de votre lettre. Saint-Lô ne peut pas oublier son histoire, sa souffrance. Nous devons témoigner. Mais c'est le dilemme de notre ville que de savoir transformer acte de mémoire en un regard qui sache voir l'avenir, le vivre et l'accueillir pleinement,

sans arrière-pensée.

Avoir les pieds sur terre et le sens de l'utopie n'est pas conciliable, bien au contraire. Et si la tour de Notre Dame ne se reconstruit pas demain, votre lettre donne force et éclaire notre paysage saint-lois. Au nom de Monsieur le Maire, tous nos remerciements, pour votre réflexion et pour tenter de donner aux lieux : un esprit !

Recevez, Cher Monsieur, mes cordiales salutations.

Alain Gergaud

* Voir l'Unité Normande n°267 - Octobre 2003

AVEC LA FROMAGERIE GRAINDORGE

Parrainez une vache Normande !

... qui donne son lait pour fabriquer d'excellents fromages ! Et profitez des avantages du « **Club des amateurs de fromage Normands AOC E. Graindorge** »

La vache normande est une des plus belles qui soit. Elle est la vache laitière par excellence. Son lait, riche en protéines et en matières grasses, sert à fabriquer des fromages parfumés et savoureux : Pont l'Évêque, Livarot et Camembert de Normandie.

La fromagerie Graindorge aide les producteurs de lait à reconstituer les

troupeaux de vaches normandes. Elles paissent naturellement sous les pommiers des herbages normands et sont l'objet de soins attentifs quotidiens. En parrainant une vache normande, vous témoignerez votre attachement aux traditions des fromages normands. Vous recevrez un certificat de parrainage avec la photo de votre filleule. Régulièrement, nous vous donnerons de ses nouvelles et vous pourrez venir lui rendre visite dans le cadre des journées « **fermes ouvertes** » que nous organiserons.

En la parrainant, vous devenez

membre du Club des Amateurs de Fromages Normands AOC E. Graindorge.

Vous bénéficiez alors de nombreuses offres personnalisées que vous découvrirez tout au long de l'année. Votre parrainage comme votre adhésion au club sont entièrement gratuits. Pour vous inscrire, retournez-nous sur papier libre votre nom, prénom et adresse complète à : « **Parrainez une vache Normande** ». B.P. 38. 14140 Livarot. Vous recevrez très bientôt des nouvelles de votre filleule !

Publicité

Les Éditions d'Héligoland

Une association au service de la communication des associations...

- Composition de maquette PAO
- Impression éco ou quadri
- Façonnage tous plis
- Assemblage, agrafage, pliage
- Gestion de routage

- Tracts, affiches, dépliant
- Magazines, journaux
- Livres, fascicules, dossiers
- Sites internet



**Boîte Postale n° 2.
27 290 Pont-Authou
Normandie**

Téléphone : 06 80 06 93 89

Fax/Modem : 02 32 42 16 12

E. mail : Editions. Heligoland@wanadoo.fr

URL : www.editions-heligoland.com

**Association Loi 1901 à but non lucratif
Déclaration au Journal Officiel 19-09-98
N° 38 - 130^{ème} année
N° SIRET : 421.115.866.00012
APE : 221.A - CS : 92.20**

DÉBATS, POLÉMIQUES & CONTROVERSES

Lettre ouverte aux autorités normandes, françaises et européennes

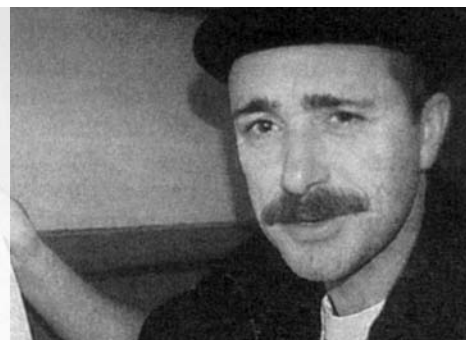
L'intelligence pour éviter une blessure politique certaine de par notre propre sensibilité, la sagesse des Normands majoritaires réclamant l'unité de leur région, demandent que la réunification de la Normandie soit adoptée à l'Assemblée Nationale avant les Régionales 2004, vœu déjà exprimé auprès du chef de l'Etat Jacques Chirac, premier décideur. On ne gagne pas à maintenir la division, la nation se fonde dans l'union. Il ne suffit pas de paroles. Les Normands, Français à part entière, veulent des actes. Nul ne peut aller contre l'évolution. Parmi nos "canards" normands, La Manche Libre, organe de propagande de MM. Jean-François Le Grand et René Garrec, autodidactes de l'UMP, la compris, en publiant, pour la première fois, l'un de nos fidèles partisans, Philippe Augier. Retenez ce proverbe d'ici : "Quand La Manche libre a parlé, la messe est dite !".

L'obstination d'élus oligarchiques et de certains partis politiques parisiens, pour ne citer que la pensée passiste socialiste, contre le choix des Normands de l'unité, devient un risque majeur de déviance régionaliste de par les nouvelles générations victimes de la séparation. N'est-il pas meilleur choix pour la République que de répondre aux aspirations du peuple français ? L'État refusant son engagement citoyen, droit légitime, oriente notre région séparée vers une deuxième Corse. Les attentats permanents sur l'île de Beauté ne sont-ils pas une sévère leçon des séquelles d'un abandon par l'État ? La réunification de la Normandie porte le bon sens de la République, loin de l'esprit féodal de cette minorité d'élus hostiles géoliers de notre avenir. Conscient du pouvoir des médias parisiens, il suffirait que l'on donnât la parole aux Normands au "20 heures", pour que, dans les semaines qui suivent, la Normandie soit réunifiée. Cette situation grotesque a suffisamment perduré. Notre volonté n'a rien d'une rébellion alors que, dans cette république d'Île de France, n'importe quelle minorité prend le pays en otage pour que l'État lui cède, l'usine à gaz où chacun y va de son gaz. Le nôtre véhicule l'oxygène de la France. Certes, gamin à l'époque, mais déjà marqué d'une cicatrice, on n'a jamais demandé l'avis des Normands lorsque l'État a créé deux régions en Normandie. L'une, deux départements, et l'autre, trois, quelle envergure, comparée aux régions PACA et Rhône-Alpes ! Des Hauts Normands, quelle appellation de taille, et des Bas Normands, publicitaire pour Dim, sans évoquer au féminin nos hautes et basses Normandes. Depuis cette anomalie républicaine, femmes et hommes de nos pays normands n'ont cessé de clamer l'absence de leur pensée, l'unité.

Comment croire notre Premier Ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui carillonne sur la place de l'Europe, avec le Chancelier Gerhard Schroeder, la régionalisation franco-allemande et oublie, dans son confessionnal de Matignon, la Normandie ? Loin de l'image auréolée des résidences secondaires de Parisiens et des revues rédigées par les mêmes pour mieux se convaincre de racines, la Normandie est sinistrée. Nos beaux habits normands ne sont que guenilles. Ce qui fut hier notre orgueil tombe en ruine, la force de nos bras et de notre esprit s'enchaîne au chômage et notre espoir enfanté

s'enfuit, jeunesse normande dévorée par l'ogresse d'Île de France. La Normandie n'est pas une parade qu'on cite aux Nations-Unies à des fins d'apaisement diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne, mais une région vivante.

Je porte ce souhait inspiré de l'administration ducale et des écrits, réflexions de mes ancêtres anglo-normands, fonctionnaires et administrateurs pendant neuf siècles, adaptés au XXI^e siècle, en rappelant les grandes lignes exprimées au Parlement européen de Bruxelles, en février 2000, lors d'une exposition. À Caen, par sa situation géographique, le Président de Normandie et son administration. À Rouen, le Parlement de Normandie, assemblée siégeante, pour l'influence culturelle, tels nos parlements européens, ne serait-ce que pour dégrossir nos ploucs de conseillers régionaux, au plus illustré, le baron bretonnant Michel Thoury. La notion de capitale régionale a toujours fait sourire la société civile normande par la particularité de notre histoire. Rouen et Caen ne sont qu'un seul pouvoir, séparées par erreur. Gens de Normandie se moquent de définir une capitale régionale, davantage attachés à la diversité de leur pays, Pays de Caux, Pays d'Ouche, etc. Pour un Normand, il n'est qu'une seule capitale en France, Paris, nos voisins bretons diraient Rennes, c'est là toute la différence culturelle. Notre richesse tenait de notre administration ducale avant-gardiste, brisée à la séparation, telles hier les douloureuses anciennes Allemagnes. J'émettrai une nuance auprès de nos présidents associatifs, celle de pôles décentralisateurs pour ne pas refaire ce que nous reprochons à l'État parisien, dit Jacobin, à l'ère d'Internet, nous n'avons plus l'excuse de difficultés de communication. Pôles décentralisateurs, à nos ports Le Havre et Cherbourg, naturellement le secteur maritime, l'ouverture régionale sur l'arc transmanche et la recherche, notre avenir normand ? Lisieux, pour un petit coup de pouce économique et par son écho exceptionnel du Pays d'Auge, la culture et la communication. Évreux, témoin de notre richesse et porte d'exportation vers la région parisienne, l'agriculture. D'autres pôles décentralisateurs peuvent être pensés en évoquant la Normandie méridionale, le Bocage virois, le Domfrontais, l'Avranchin, souvent oubliés. Et enfin, par sa haute communication A13/A28 demain, Alençon, Préfecture de région.



Afin de ne pas témoigner d'un oubli pour l'enseignement, tel mon choix, il appartient à la laïcité de la République, garante de l'égalité pour tous, avec nos régions pour l'instant à l'économie inégale.

Présence régionale répartie en sept pôles sur l'ensemble du territoire normand, vous l'aurez compris, cette orientation dans l'avenir conduit à la suppression de la notion de département, frein au bon développement de la région. Nul besoin de citer l'opposition aberrante, l'Orne à bout de souffle économique pour son développement et, à côté, la Manche débordant de finances à les gaspiller. Pour comprendre l'intérêt de la régionalisation, ceux qui verraient d'un mauvais œil ce léger changement ou d'un œil écarquillé de satisfaction par ce bouleversement, depuis un quart de siècle, la France s'enlise dans du "Oui, mais.". La Normandie réunifiée, témoin d'une population à l'esprit d'ouverture, peut devenir un laboratoire de réflexion politique pour la décentralisation, voire expérimentale, en laissant nos dindes et ânes normands dans leur isolement. Une région se gouverne comme un pays. Hélas nos deux présidents de Normandie, nous prenant en otages par jeu d'opposition politique UMP/PS, ne l'ont pas compris en misant uniquement sur leur dite capitale. De l'ancienne orientation départementale napoléonienne qui a réussi l'unité de notre nation, à l'exception de la Corse, il ne doit subsister que les préfectures et les sous-préfectures, la représentation de l'État protecteur du peuple, en renforçant le pouvoir du Préfet affaibli, pour surveiller le bon déroulement de la décentralisation de la France. Actuellement, un désastre par notre décentralisation inachevée, où des zones abandonnées le sont davantage. Soit on revient à l'ancien système, à l'État centraliste qui fonctionnait avec ses défauts, soit on fait confiance aux régions. De toute évidence, la situation actuelle est un échec. N'importe quelle sensibilité politique gouvernante aurait le même résultat par notre système boiteux. Notre approche des Länder allemands reste à construire. La réussite normande d'unité doit servir d'exemple national pour grandir la France.

Sentiments républicains

Philippe Tardif
Artiste peintre

DÉBATS, POLÉMIQUES & CONTROVERSES

Tous aux urnes, citoyens !

Les listes sont prêtes, les têtes de listes sont affûtées... Les élections peuvent arriver; le petit monde bien serein de la politique est paré à toute éventualité. Seul sempiternel problème: l'intérêt des électeurs pour les élections et plus particulièrement la participation des jeunes inquiète.

Les jeunes iront-ils voter et quel vote expriment-ils? Les partis se prennent la tête entre les mains, la Politique et les discours politiques prennent la tête des jeunes. (...). Demain, les jeunes seront invités à voter pour les cantonales: pour élire les Conseillers Généraux et les Présidents de région. Savent-ils aujourd'hui que leur vote est attendu?

(...). Ils connaissent le pouvoir, ils ressentent ses effets. Le Pouvoir est synonyme de contraintes, tout comme l'école et comme le mariage. Le pouvoir de l'État est pour eux une autorité parentale au plus haut échelon. S'ils se décidaient à voter, c'était avant tout pour préserver une autorité parentale modérée. Je parie qu'ils ne se lèveront pas de bonne heure pour se rendre aux urnes en 2004, la région ne semble pas les concerner, elle ne représente pas une menace, ils doivent bien vivre quelque part donc forcément dans une région. Ils la connaissent mal mais elle leur paraît familière. Ils devront même le plus souvent la quitter pour chercher un emploi. Nous sommes devenus des nomades.

Les jeunes étudiants, diplôme en poche, ne

pourront pas rester dans nos régions de haute et de basse Normandie, la situation de l'emploi y est effrayante, nos jeunes devront partir pour un stage ou pour du travail. Pourquoi devraient-ils alors s'intéresser à l'avenir d'une région qu'ils seront appelés à quitter? On pourrait tenter de leur expliquer l'importance de leur vote pour l'avenir et l'essor de la Normandie, ils ne nous croiraient pas et nous jetteraient un "Oui, et après?"

Je rends notre système scolaire responsable du manque d'intérêt des jeunes pour les régions. Je ne me souviens pas ayant fait toute ma scolarité en haute et en basse Normandie avoir eu un seul cours d'Histoire ou de Géographie qui traitait de la Normandie. J'ai grandi Normand en Normandie sans que l'on prit le temps de m'enseigner l'histoire de ma région. Je suis persuadé que nous n'aurions pas laissé faire si après-guerre on avait continué à enseigner les cultures et histoires des régions. Enfants ou jeunes nous aurions su hier préserver l'Unité de la Normandie, nous serions descendus dans la rue comme nos enfants. Nous aurions refusé la division.

Ma génération et les précédentes demandent aujourd'hui la Réparation du mal qui leur fut fait. Nous demandons la Réunification et nos jeunes ne nous comprennent à nouveau pas: "**Pourquoi avez-vous laissé faire ?**" Oui pourquoi? Je ne sais pas quoi répondre, j'étais trop jeune mais je pense pouvoir donner des conseils à mon fils et lui dire l'importance que pourra revêtir son vote s'il

choisit de voter pour la Réunification de la Normandie. Il connaît deux Normandie et seul l'avenir de l'Europe semble l'intéresser. La région n'intéresse pas plus les jeunes que les arguments des politiciens avides de nouveaux sièges. Parler de la gloire perdue de la Normandie et de la fierté à être normand ne sert plus à rien. Parler de l'avenir de la Normandie en Europe pourrait en intéresser plus d'un, mais pouvons-nous leur garantir aujourd'hui qu'ils pourront y rester travailler?

Commune, canton, département, région, État, tant de possibilités offertes aux politiciens pour arriver au pouvoir alors que École, diplôme, travail sont les soucis quotidiens des jeunes générations. À trop leur servir nos arguments nous les ennuyons. S'ils votent ils ont peur de miser perdant. Les jeunes sont intelligents et ils connaissent parfaitement les données du problème qui se pose à eux. Ils savent aussi ce que nous attendons d'eux mais ils ne comprennent pas pourquoi nous attendons qu'ils le fassent. Il y a peut-être ici matière à donner à réfléchir à bon nombre de candidats sur la manière de conduire les campagnes pour la Réunification de la Normandie.

Les jeunes qui me liront doivent seulement retenir qu'il s'agira en 2004 de défendre la Normandie et sa position en Europe par la Réunification. Tous aux Urnes!

Michel H. A. Patin

POSITIFS ET NÉGATIFS EN NORMANDIE

Paris-Honfleur par train: une hypothèse possible

Alphonse Allais écrivait ses chroniques droliques suffisamment vite pour qu'il puisse les poster avant le départ du train pour Paris. C'était avant la guerre 14-18. On a laissé tomber cette ligne en déshérence, trop confiant dans la circulation routière. Mais la situation change. D'abord le port de Honfleur, annexe du Port de Rouen, spécialisé dans le bois, pourrait dégager des trafics de fret intéressants, notamment en matériaux divers, ensuite, c'est une escale de croisières et l'on sait que cette clientèle aime faire un saut rapide à Paris (autrement que par autocar). Enfin, les transformations de la

ville de Honfleur en font la perle de la côte normande, et attirent de plus en plus de monde... Pour l'heure, il subsiste bien une ligne entre Honfleur - Pont-Audemer - Glos-Monfort - Serquigny, mais elle est vétuste et écoule péniblement ses 25 000 t de fret (un convoi par jour). Les prospections liées à Port 2000 - qui intéressent les deux rives - notamment en matière de logistique pourraient bien déclencher une étude sur la réouverture des voies vers Honfleur. En fait, il y en a deux, d'ailleurs complémentaires. La première, vers Serquigny doit être rénovée et sa destination est de joindre Paris le plus rapi-

dement possible. La seconde est à destination de Mezidon, par Pont l'Évêque: elle desservirait les plates-formes logistiques de Caen et de Mezidon, préalables à des destinations vers le sud-ouest et l'Espagne. L'idéal serait que les deux tronçons fussent réouverts, mais nous serions satisfaits si, déjà, on relançait Honfleur comme destination ferroviaire.

Le Mouvement Normand soutient à fond cette idée. **Ce serait la première bonne nouvelle ferroviaire survenant en Normandie depuis longtemps.**

Le terminal de Caen-Ouestreham s'ouvre à la concurrence

Le trafic transmanche évolue en ampleur et en situation. Le lien fixe (le shuttle) montre ses limites: il dessert le Benelux, au-delà l'Europe centrale et, en grande partie, il est vrai, la région parisienne et la vallée du Rhône. Pour des raisons techniques (le nécessaire temps de repos des routiers), la liaison par mer, qui suppose une coupure dans le temps de conduite, garde tout son intérêt. Pourvu que la durée de la traversée ne soit pas trop longue (de 4 à 6 heures). C'est la raison pour laquelle, les ports normands de Cherbourg, Caen-Ouistre-

ham, Le Havre, Dieppe, Fécamp et Le Tréport représentent une opportunité naturelle et... historique. Les liens entre la Normandie et la Grande Ile ne datent pas d'hier. La Normandie, d'ailleurs, est mieux placée que la Bretagne et ce n'est pas un hasard si la compagnie d'origine bretonne, Brittany Ferries, fait l'essentiel de son trafic à Cherbourg et Caen-Ouistreham. Ce dernier terminal, créé en son temps pour Brittany Ferries, semblait confisqué par cette dernière compagnie. La compagnie anglaise P et O, présente au Havre comme à Cherbourg, contre-

attaque et débarque à Ouistreham. Nous considérons cette arrivée d'un bon œil: la concurrence va être rude et les usagers en tireront avantage. Pour nous, c'est la preuve que la Normandie est bien la porte ouest de l'Europe et que les axes historiques anglo-normands (axe normand Rouen-Dieppe-Londres et axe Plantagenêt) retrouvent toute leur pertinence. La Normandie redevient l'interface obligée entre la France et les Iles Britanniques et le peuple normand, le « **people between** » cher à notre défunt ami Paul-René Roussel.

LES RUBRIQUES LÉGUMIÈRES DU MOIS

Les carottes de Créances

UN LABEL NORMANDIE QUALITÉ COMMERCE

Il y avait déjà, sous l'égide du Comité Régional du Tourisme et le patronage des deux conseils régionaux, un label Normandie Qualité Tourisme. La Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, soutenue par le Conseil régional et l'État, lance le label Normandie Qualité Commerce. C'est un « plus » incontestable en matière d'attractivité. Six thèmes sont retenus pour l'obtention du label: le magasin et son environnement, les aspects intérieurs et le rayonnement, le commerçant et son personnel, les services à la clientèle, le respect des contraintes réglementaires, les spécialités professionnelles.

L'ambition est grande et mérite tous les encouragements. En l'occurrence, une belle botte de carottes de Créances...

UN SAVOIR-FAIRE NORMAND EXPORTÉ AUX ÉTATS-UNIS

L'exploit est peu banal. L'entreprise Aubert-Labansat, de Périers, dans la Manche, qui fabrique des escaliers, est en train de préparer un escalier de bois géant pour une demeure de style colonial du Tennessee. Spécialisée dans la restauration des monuments historiques, cette entreprise a été choisie pour son savoir-faire: c'est un hommage aux compagnons ébénistes français, qui sont les meilleurs spécialistes mondiaux en matière de réalisations d'escaliers. Souhaitons à l'équipe des ateliers Aubert-Labansat de conquérir une plus vaste clientèle américaine, à partir de leur prestation de Chattanooga. Ils méritent tous une splendide carotte de Créances.



L'IMEC REÇOIT LES ARCHIVES DU COLLÈGE DE FRANCE

L'Abbaye d'Ardenne, entièrement rénovée, est le siège de l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine. Le Collège de France vient de lui confier la gestion de ses archives. « L'arrivée de cette collection représente pour nous une ouverture fantastique vers le domaine scientifique. Nous ne sommes plus seulement des littéraires. C'est une consécration formidable » a déclaré Christian Bourgois, président de l'IMEC.

Dans la nef de l'abbatiale, il y aura 100 000 volumes. Une nouvelle vie pour cette abbaye, chargée d'histoire. Le Président de la République devrait inaugurer l'IMEC au début de l'année 2004.

Une botte de carottes de créances s'impose!

HONFLEUR OBTIENT SA 4^{ÈME} FLEUR AU CONCOURS DES VILLES FLEURIES

Notre ami, Michel Lamarre, le Maire d'Honfleur, ne cache pas sa joie et sa fierté. Sa ville vient d'obtenir sa 4e fleur: la plus haute distinction du concours des villes et villages fleuris (seules 161 communes ont reçu cette distinction, sur 36 000!)

C'est le projet innovant du Jardin des Personalités qui a été déterminant, mais c'est aussi une gestion intelligente du mobilier urbain, de la signalétique et de l'affichage publicitaire. La renommée nationale et internationale de la cité de l'estuaire en sort grandie.

Nous profitons de cet écho pour faire part à nos lecteurs d'un courrier que nous avons reçu de Michel Lamarre: dans un numéro de *l'Unité Normande* (n° 266 - septembre 2003), nous évoquions les jardins filtrants comme solution au traitement des eaux usées, et nous prenions comme exemple la municipalité d'Escamps, dans l'Yonne. Michel Lamarre, documents à l'appui, nous démontre qu'Honfleur, en la matière, avait aussi ouvert la voie. Dont acte.

Nombreuses carottes de Créances pour la municipalité et le service fleurissement de la ville de Honfleur.

QUELQUES CAROTTES DE CRÉANCES... ...À LA LIGUE DE KARATÉ DE NORMANDIE

Organisée sur l'ensemble des cinq départements normands. Première ligue de France (11 000 licenciés), elle fournit non seulement des athlètes de haut niveau, mais nombre d'arbitres et de cadres.

... AUX HABITANTS DE MANVIEUX QUI ONT RESTAURÉ LEUR ÉGLISE

Toute la population s'est mobilisée dans une association de sauvegarde. Manifestations, cotisations, dons et main à la pâte. En six ans, 40 000 euros ont pu être consacrés à cette restauration. L'État et le Conseil général du Calvados ont mis au bout. Le résultat est là, magnifique. La toiture est refaite, le beffroi revu et corrigé, l'intérieur entièrement restauré. Il reste encore à faire, mais c'est en bonne voie.

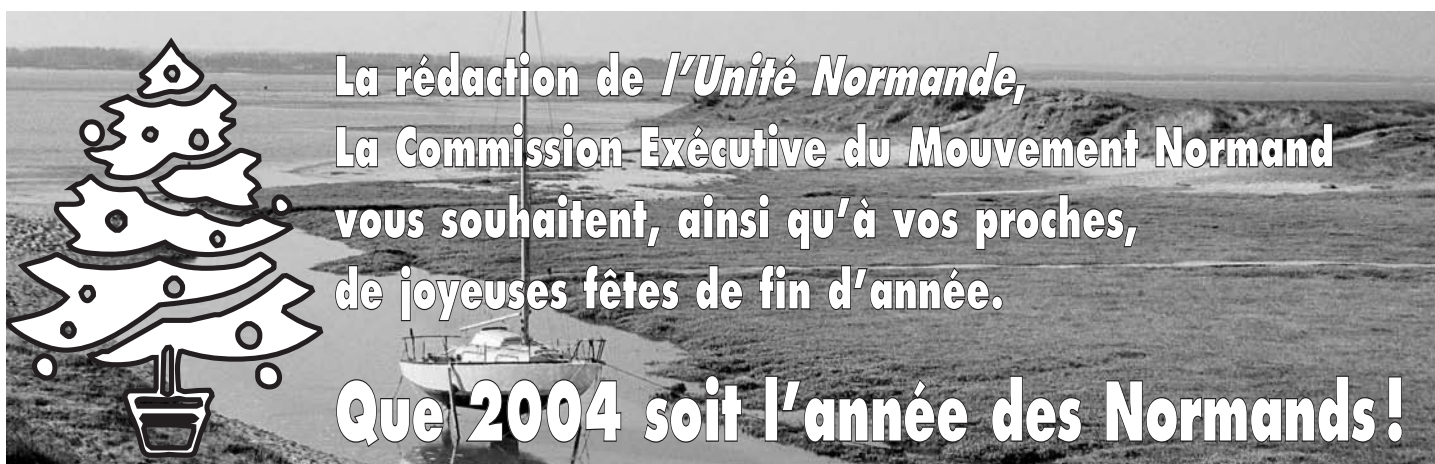
...À LA STATION D'ÉPURATION D'OUISTREHAM

Elle expérimente une innovation écologique et économique: le champignon mange boue. « Un cocktail de champignons est stocké dans un bio réacteur où ils se développent. Ils sont déversés quotidiennement dans les cuves de traitement des boues. En quelques jours, l'ensemble est dévoré. Cela pourrait aussi fonctionner avec les lisiers de porcs et les fientes de volailles.

...AU MAIRE DE SAINTE-GAUBURGE

Il a reçu du Président de l'Assemblée Nationale, Jean-Louis Debré, une Marianne d'Or pour son action en faveur d'une intercommunalité rurale particulièrement efficace en matière d'emplois. « La Marianne d'Or honore les communes qui méritent que leur action, leur politique, et leurs initiatives porteuses de renouveau et de bon sens soient connues et reconnues » Alain Trampoglieri, secrétaire général du comité d'organisation.

À noter que Philippe Augier, maire de Deauville, a lui aussi, été titulaire de la Marianne d'Or.



La rédaction de *l'Unité Normande*,
La Commission Exécutive du Mouvement Normand
vous souhaitent, ainsi qu'à vos proches,
de joyeuses fêtes de fin d'année.

Que 2004 soit l'année des Normands!

LES RUBRIQUES LÉGUMIÈRES DU MOIS

La distribution de betteraves d'honneur

Nous aimerions – et de loin – terminer l'année par une vague de nouvelles optimistes et positives et, ainsi, décerner de belles carottes de créances à tous ceux qui œuvrent au mieux-être de la Normandie. Hélas, de tristes nouvelles assombrissent le ciel normand : fermetures d'usines, licenciements économiques, « plans sociaux » (terme euphémisant qui remplace le monstrueux « dégraissage » d'un temps pas si lointain)... quoi qu'en disent les duettistes, prébendiers de la division normande, Garrec et Le Vern, la Normandie va mal. Elle se désindustrialise sans pour autant compenser par une tertiarisation significative. Nos chiffres du chômage sont toujours supérieurs à la moyenne nationale, et, particulièrement le chômage des jeunes (malgré le départ définitif d'un jeune diplômé sur quatre vers Paris ou l'Étranger)... Cela étant nous allons chercher dans la presse, les dépêches d'agence, tout ce qui nous permet encore d'espérer. La Normandie n'est pas morte. Elle bouge encore. N'en déplaise aux Thoury, Le Brethon et Garrec qui la voudraient définitivement tronçonnée et sortie de l'histoire...

BRIGITTE LE BRETHON MENT. CELA DEVIENT UNE HABITUDE...

Elle nous avait déjà fait le coup en prétendant qu'en cas de réunification, il y aurait la fermeture du CHU de Caen. Affabulation grotesque s'il en est : le CHU de Caen, de grande qualité, n'est nullement menacé. Il vient de conclure des accords de partenariat avec les CHU de Rouen, Lille et Amiens pour constituer une ensemble du Nord-Ouest capable de résister à l'hégémonie parisienne.

Dame Brigitte récidive et ment carrément au journal *l'Express* (supplément spécial Caen – Rouen - Le Havre « **Où vit-on le mieux ?** ») en déclarant que « **la Poste a supprimé sa direction régionale de Caen pour la fusionner avec celle de Rouen** ». La réalité est tout autre : jusqu'en 1982, il y avait une Direction Régionale Normande de la Poste à Rouen. M. Mexandeau, élu de Caen, devenu Ministre, attribuait à cette ville – outre le S.E.P.T. – une Direction Régionale... Quelques années plus tard, les deux directions régionales se révélant trop petites, celle de Rouen fut rattachée à Lille et celle de Caen à Rennes. Cela, Brigitte le Brethon le sait parfaitement et elle trompe son monde en mentant effrontément. **Nous sommes consternés de devoir écrire que Madame le Maire de Caen est une menteuse.** Elle mérite bien entendu sa betterave.

De plus, son attitude au sein de l'agglomération Caen-La Mer, suscite de vives critiques. Brigitte Le Brethon n'a pas une culture d'agglomération, elle a une attitude intransigeante et égoïste qui la met souvent en minorité. Elle freine une politique du logement cohérente et une vraie politique de la ville. Cela lui vaut une seconde betterave.

NON AU NEUFCHATEL "MADE IN USA"

Nous avons déjà décerné une betterave à la Commission de Bruxelles qui avait refusé de reconnaître le fromage de Neufchatel comme produit européen devant bénéficier, à l'avenir, d'une protection mondiale. Une journaliste de *La Tribune*, Claire Garnier, a fait parvenir à *Paris-Normandie* un emballage de « **Neufchatel Cheese** » produit au Texas par la **Société 365**. Selon la publicité, ce fromage est fabriqué avec du lait de vaches non traitées aux hormones de croissance. Encore heureux ! Il serait temps que l'A.O.C. fromage de Neufchatel soit reconnue.

En attendant, décernons un tombereau de betteraves aux contrefacteurs.



LA BETTERAVE MENSUELLE DU SIEUR GARREC

D'après ce grand politologue, l'idée de réunification de la Normandie est une revendication des socialistes et du Front National... Pour cette vision de grande portée, dont la lucidité n'échappera à personne, le potentat de l'Abbaye aux Dames mérite sa betterave fourragère mensuelle...

NICOLE AMELINE FLAGORNE

Toujours aussi admirative de la prestation présidentielle du Sieur Garrec, la Ministre de l'Égalité et des Droits des Femmes, décerne à la demi-région Basse-Normandie la qualité de « **Vert intelligent** » car, dit-elle, « **c'est une région qui a su, dans les années 70, se tourner vers les technologies de pointe pour avancer** ». Commentaire d'un confrère : « **si le nucléaire en fait partie, il est acquis que les écologistes n'y sont pour rien** ». Commentaire un peu court : quid des années 80, 90 et des premières années du XXI^e siècle ? Faut-il se féliciter de la disparition de la SMN, de Moulinex et des nombreuses usines qui ferment actuellement, notamment à Argentan ? Si l'on a bien récupéré GANIL, a-t-on obtenu Soleil ? Certes, de nombreuses PME-PMI, existent en Normandie occidentale, mais, dans l'ensemble, le bilan dans le secteur secondaire est pour le moins contrasté. Nicole Ameline mérite son trognon de betterave pour son intempestive flagornerie.

LES CHEVÈNEMENTISTES DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN DÉJÀ RINGARDS

Jeune parti de gauche, le MRC veut exister en prônant une alliance avec les Socialistes. Anti-régionalistes, hostiles à la décentralisation, ils donent dans le jacobinisme le plus éculé. Pour eux, « **la réunification de la Normandie ne paraît pas un enjeu essentiel** ». Comment comptent-ils faire alliance avec MM. Godefroy et Tourret qui, sur ce point, sont catégoriques ? Leur place ne serait-elle pas avec la LCR et Lutte Ouvrière ?

En attendant qu'ils dégustent un trognon de betterave fourragère !

IL NE MANQUE À MICHEL THOURY QU'UNE SEULE DISTINCTION : CELLE DE FIGURER AU MUSÉE DE SÈVRES COMME ÉTALON DE LA BÊTISE



« **Passe-moi la rhubarbe, je te refilerai le sené** », la paire Garrec-Thoury en rajoute dans l'auto-congratulation. Michel Thoury, vice-Président des ordres du Conseil Régional de Basse-Normandie vient de recevoir des mains de son complice, René Garrec, la Légion d'Honneur. Il paraît, a dit l'hôte de l'Abbaye aux Dames que l'impétrant est un « **incorrigible rigolard** ». Nous voulons bien le croire. Selon le nouveau décoré qui vient de faire une inénarrable déclaration au *Nouvelle Observateur* : « **la Normandie mythique est une erreur historique. Guillaume le Conquérant, qui était Bas Normand, a franchi la Seine et annexé la Haute-Normandie** ». Il estime que l'on est à une époque où il ne faut plus être gros, mais réactif. Peut-être pensait-il à son imposante personne puisque René Garrec – pour justifier sans doute la décoration qui vient de lui être décernée – raconte : « **Michel Thoury est un épicurien. Il vient de faire un régime sérieux et perdre plus d'une dinde, soit une bonne demi-douzaine de kilos : les talents culinaires d'Annie, sa charmante épouse, en sont la cause, et ceux qui ont eu le bonheur d'en profiter peuvent rendre grâce au ciel, peuple de gourmands aimables** »...

Nous doutons que l'Empereur, en créant la Légion d'Honneur, ait seulement pensé qu'une cure d'amaigrissement était un motif d'attribution de la fameuse distinction. En attendant, *l'Unité Normande* décerne, à Michel Thoury une nouvelle betterave fourragère...

LES RUBRIQUES LÉGUMIÈRES DU MOIS

La distribution de betteraves d'honneur

LE PRÉFET DU CALVADOS FAIT DU ZÈLE ET VOLE AU SECOURS DES O.G.M.

Trois maires de la plaine de Caen, **Jean-Luc Adélaïde**, maire de Reuville, **Robert Delente**, maire de Saint-Aignan-de-Cramesnil, **Gérard Leneveu**, maire de Giberville, ont été traînés devant le tribunal administratif par le Préfet du Calvados pour avoir pris des arrêtés anti-OGM.

Selon le commissaire du gouvernement, « les textes réglementaires français et européens encadrent rigoureusement les essais et les cultures d'OGM. Les pouvoirs de police des États sont plus efficaces pour la santé humaine que celui des élus locaux. Car s'il y a dangers dans telle commune, il y a danger pour tous... Un louable combat de conviction peut se retourner contre votre collectivité et vous coûter très cher, si vous créez un préjudice, en prenant une décision illégale au développement d'une entreprise, ou d'un marché ». Mais qu'advient-il si la nocivité des O.G.M. est reconnue ? Est-ce le ministre de l'agriculture qui sera traduit en Haute Cour ?

QUAND DES ÉDILES BRADENT LE PATRIMOINE

Nous avons déjà dénoncé le vandalisme édilitaire à propos de l'Église Saint-Paul de Pont-Audemer, aujourd'hui la presse se fait l'écho de la vente bradée d'un Christ en bois du XIX^e siècle de l'Église de Trelly, dans la Manche. Pour quelques euros, la municipalité de ce petit village s'est débarrassée d'un « objet encombrant » qui, pourtant figurait à l'Inventaire. Le maire de Trelly ne le savait pas, paraît-il. Il aurait pu, il aurait dû, se renseigner. Il mérite sa betterave.

PARIS-NORMANDIE MET DU TEMPS À CONSTATER L'UNICITÉ DE LA NORMANDIE

Alors que l'Unité Normande s'est fait l'écho depuis un an, de la réunification religieuse de la Normandie (Province ecclésiastique de Normandie sous la conduite d'un métropolitain, l'Archevêque de Rouen, primat de Normandie), *Paris-Normandie* n'en parle que le 15 novembre dernier, à la suite de la conférence des évêques de Lourdes. De même, le 12 novembre dernier, ce même journal évoquait la région « élargie » pour les Européennes, où l'on voit la Haute et la Basse-Normandie faire partie ENSEMBLE de la Région Nord (avec le Nord, la Picardie). Voilà qui montre à l'évidence que les théoriciens du Grand Ouest incluant la seule Basse-Normandie, sont pour le moins décalés avec les réalités politiques du moment.

Nous aimerions que *Paris-Normandie* (et *Ouest-France*) fussent conscients davantage de ces nouvelles données. Cela mérite un trognon de betterave.

DÉCHARGE SAUVAGE À SAHURS



Guy Da Lage
Maire de Sahurs

Bien que réservée uniquement aux déchets verts, une décharge sauvage accueillant des matériaux divers, des monstres est en train de se constituer en forêt de Roumare. Le maire de Sahurs ne montre pas beaucoup d'énergie pour faire stopper ce scandale (très fréquent: nous parlons de Sahurs, mais ce n'est pas un cas isolé en Normandie, hélas!).

L'organisation Normande de Défense de l'Environnement s'élève avec force contre le laxisme édilitaire.

LES ÉLUS DU PAYS DU ROUMOIS N'ONT PAS TOUS COMPRIS L'ESPRIT « PAYS »

Premier « pays » de la partie orientale de la Normandie, 13^e « pays » régulièrement constitué en France, le Pays du Roumois est encore agité par les soubresauts surannés de quelques élus conservateurs, qui ne veulent rien faire. Ici, c'est l'organisation d'une zone d'activités, là, c'est le tracé d'une déviation, ou encore telle ou telle compétence que l'on se refuse à assumer. La notion de « Pays » espace de projets, a bien du mal à entrer dans les têtes et il faudra une génération pour que les Élus apprennent à mieux travailler ensemble, dans un souci « gagnant gagnant » de chacun. L'avenir se joue dans ces luttes de tous les jours. Jouer « perso. », c'est laisser passer les opportunités. Il est navrant que certains ne le comprennent pas et multiplient les combats d'arrière-garde. Les citoyens ont le droit d'être exigeants: éviter les doublons, créer des synergies, répondre aux besoins nouveaux des habitants, tel est le sens de la politique des communautés de communes et de l'organisation en « pays ».

QUE CEUX QUI TRAÎNENT LES PIEDS GRIGNOTENT LES BETTERAVES QUE NOUS LEUR DÉCERNONS.

• **La S.N.C.F. méprise toujours autant les Normands**: la lecture de la presse est d'une désespérante monotonie: la SNCF méprise toujours autant les Normands et ne répond pas aux besoins légitimes de notre région.

6 octobre 2003 – *Ouest France*: Alain Turret (PRG) dénonce la situation scandaleuse de la ligne Caen-Paris.

13 octobre 2003 – *Ouest France*: le Comité de Défense de la Ligne Caen-Saint-Lô-Rennes proteste: « la SNCF Grandes Lignes déraile ».

14 octobre 2003 – *Paris-Normandie*: 5000 tonnes de paille sur le carreau. La SNCF ne pourra mettre une rame à disposition avant la fin novembre.

2 novembre 2003 – *La Manche libre*: René Garrec contre la suppression des arrêts à Folligny.

3 novembre 2003 – *La Manche Libre*: la SNCF refuse d'augmenter le nombre des arrêts à Folligny.

16 novembre 2003 – *La Manche Libre*: les malheurs du Paris-Granville. Il faudra attendre 2008 pour connaître une amélioration.

24 novembre 2003 – *Ouest France*: le Mont Saint-Michel va peut-être sauver la ligne Caen-Rennes.

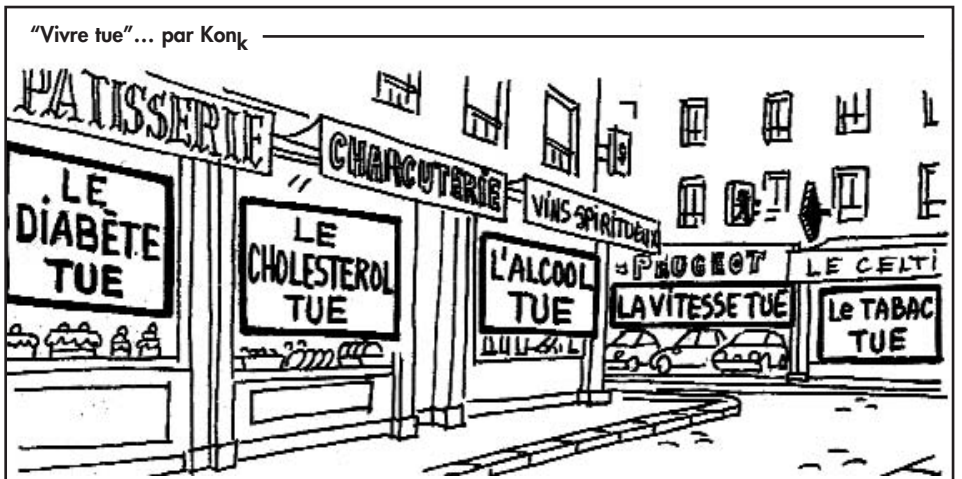
3 novembre 2003 – *La Manche Libre*: il faut sauver Folligny: la SNCF veut supprimer une correspondance.

2 décembre 2003 – *Orne Hebdo*: suppression d'une correspondance sur la ligne Alençon-Surdon-Granville.

4 décembre 2003 – *Paris-Normandie*: Quand le rail laisse filer les camions. Alors que les solutions alternatives au tout routiers sont déclarés prioritaires, un terminal permettant le transport combiné rail-route va fermer à Sotteville.

Tout commentaire serait superflu.

Il faudra des wagons pour les dirigeants de la SNCF: Les betteraves qu'ils méritent sont trop nombreuses.



DÉBATS, POLÉMIQUES & CONTROVERSES

O.G.M. : le virage dangereux !



DÉBATS, POLÉMIQUES & CONTROVERSES

Impostures écologiques du développement durable

Le développement durable est la nouvelle doctrine à la mode. Très "tendance". Il s'agit en fait de tout concilier en matière environnementale, surtout le non conciliable, autrement dit de faire admettre, au nom du "progrès" et de la nécessaire "évolution" naturelle du monde en harmonie avec le développement de la population, tout ce qui est susceptible de gêner les activités humaines quelles qu'en soient les conséquences sur l'environnement : l'anti-écologie érigée en dogme en quelque sorte.

C'est ainsi qu'on voit aux USA le Président Bush Junior essayer de faire ouvrir les parcs nationaux aux concessions pétrolières ou refuser le protocole de Kyoto visant à restreindre les émanations gazeuses à effet de serre...

En France, on en profite pour préserver les droits des pollueurs au préjudice de la population laborieuse qui en fait les frais sur son environnement, sa santé... et son porte-monnaie.

C'est ainsi que, si 8 % seulement du trafic marchandises passe par le train, alors que nous avons l'un des réseaux ferrés les plus denses et les mieux entretenus du monde, tout est fait pour sauvegarder les privilèges exorbitants du transport routier.

Même chose pour les agriculteurs.

BEN VOYONS...

Lors de la dernière révision à la hausse des taxes sur les produits pétroliers ayant pour but de favoriser un tout petit peu moins le diesel - toujours très polluant quoi qu'on en dise - au profit de l'essence, les plus gros pollueurs atmosphériques que sont les poids lourds et les tracteurs se sont trouvés miraculeusement exemptés. La population paiera pour eux quand elle transportera sa petite famille pour le week-end ou les vacances.

De même aujourd'hui, alors que 25 % des accidents routiers corporels impliquent des poids lourds, on apprend que les nouveaux radars fixes automatiques ne les concernent pas!

TOUS DANS LE MÊME SAC...

La dernière fantaisie à la mode est la lutte contre les morceaux de films plastiques qui, effectivement, volent partout, s'accrochent dans les rares haies qui subsistent encore - rescapées des remembrements - flottent entre deux eaux dans les rivières et les mers, produisent par ingestion le blocage respiratoire ou digestif de nombreux ruminants dans les prés, sans parler des mammifères sauvages, des poissons de rivières et des créatures marines, qui en meurent par milliers.

C'est que pour dégrader le plastique... il faut des dizaines de milliers d'années! Pas biodé-

gradable du tout le polyéthylène!

Haro donc, ce qui procède d'un bon sentiment, sur... les sacs en plastiques des supermarchés! Les centres Leclerc, toujours à l'affût d'une exploitation médiatique, sont en pointe dans ce nouveau combat en proposant de consigner et de réutiliser les sacs.

Une fois de plus, c'est le vulgus pecum qui est mis à contribution et accablé de tracasseries : s'il y a du plastique qui traîne, c'est de la faute des ménagères! Toutes coupables! Personne ne souligne que, la plus grande partie de ces sacs de grandes surfaces, finit reconverti en sacs poubelles et de ce fait est collectée et traitée par enfouissement ou incinérations...

Car la réalité du film de polyéthylène éparpillé dans la nature, si elle n'est pas discutable, est surtout due à un autre facteur : la pratique agricole de la culture sur films plastiques pour limiter l'évaporation d'eau et la pousse des adventices!

Mais de cela, personne ne parle bien sûr : la plus grande part de ces films recouvre de gigantesques surfaces emblavées en maïs pour les besoins de la production fourragère des élevages intensifs. Mais comme pour la pollution de l'eau, les agriculteurs, premiers pollueurs de France, d'Europe et sans doute du monde, sont sacrés!

Les films agricoles sont systématiquement déclarés photodégradables, c'est bien connu! C'est du moins ce que racontent leurs inventeurs ; on a incorporé des chaînes amyliées au polyéthylène. Ces chaînes polymérisées sont censées se rompre sous l'action des rayons lumineux.

C'est là que l'affaire devient ubuesque : qui dit photosensibilité, dit lumière, c'est l'évidence! Mais si l'on regarde bien le cycle de ces cultures qui envahissent tous nos paysages, la germination intervient très peu de temps après la pose synchrone des films et des semences. Il s'ensuit qu'au bout de trois semaines, les plantules font suffisamment d'ombre au sol pour mettre les films à l'abri de leur supposée destruction solaire!

Ces cultures sont moissonnées entre la fin septembre et la fin octobre. Les films encore intacts se retrouvent alors bien à nu et exposés aux rayons solaires dont la force est bien plus faible en cette saison, (automne), et l'exposition

journalière très raccourcie... Ces films n'ont donc pas la possibilité d'être biodégradés par la lumière!

Bien sûr, ces films devraient être retirés par les paysans lors des labours suivants... Mais en fait, dans la pratique, ce que tout un chacun peut constater, ils sont griffés avec les engins agricoles, puis enfouis lors des labours... qui retournent alors à l'air libre les morceaux dilacérés des cultures des années précédentes enfouis depuis deux, cinq, voire dix ans... Ceux-ci volent alors partout, envahissent les prés (au péril des animaux qui y paissent et les ingèrent), et se retrouvent dans la nature. Quant aux très rares agriculteurs un peu scrupuleux qui les ramassent, ils les brûlent au coin du champs (sans cheminées à filtres) pour s'en débarrasser. Bravo aux émissions de gaz carbonique, d'oxydes d'azote et autres gaz à effet de serre : rien n'est pire que ces plastiques!

Mais ce sont les ménages qui sont montrés du doigt!

LES CHIFFRES PARLENT, EUX...

Pourtant, faisons un rapide calcul : nous avons, en France, 3 millions d'hectares emblavés en maïs, dont la moitié en maïs fourrager, souvent le seul concerné par ces films (surtout dans le grand Ouest, globalement le moins exposé à l'ensoleillement). Si l'on admet que la moitié seulement est réalisée sur film plastique, mais qu'on y ajoute les cultures maraîchères, florales, etc... **On peut, sans se tromper, avancer le chiffre colossal de plus d'un million d'hectares au minimum de films plastiques agricoles tendus chaque année!**

La consommation des ménages avance le chiffre de quinze milliards de sacs "plastique" type supermarché, chiffre énorme qu'il faut cependant relativiser : un sac standard (soufflet compris) mesure en centimètres, hors poignées environ 40x40, en deux feuillets soit une surface de 0,32 m². Faites les calculs : en gros, on parle de 5 milliards de mètres carrés sur lesquels plus de la moitié repartent collectés dans les ordures... Faites les conversions et le rapport : il y a au bas mot quatre fois plus de plastiques qui volent d'origine agricole!

Mais ce sont les particuliers, en grande majorité urbanisés, soigneux - chez eux au moins - et, en général, assez respectueux de l'environnement que l'on va pointer du doigt et culpabiliser dans leur vie quotidienne.

Décidément les contribuables, ces **consommateurs**, taillables et corvéables à merci, méritent bien leur nom!

ÉCO-LOGIQUE!

Décharge de la Feuillie : l'enquête enfouie ?

La décharge de La Feuillie près de Perriers (centre de la Manche) est enfin définitivement fermée depuis le 30 juin 2002... Mais l'enquête ne fait que commencer !

De mauvaises langues extrapolent déjà sur le fait que la démarche du Conseil Général, entreprise en 2001 pour proroger l'exploitation de la décharge, visait surtout à légaliser l'enfouissement de ces déchets industriels sans origine connue, ce qui se serait pratiqué déjà de façon occulte depuis plus de dix ans...